

SAMEDI 6 AOÛT 2011

COMMÉMORATION DU 66^{ÈME} ANNIVERSAIRE
DE LA TRAGÉDIE DE HIROSHIMA ET DE NAGASAKI

LE MONDE SANS ARMES NUCLEAIRES...
CE N'EST PAS POUR DEMAIN !

Au PARC HIBAKUSHA - UNIVERSITÉ DE MONS
Plaine de Nimy - Chaussée de Bruxelles - Mons

11 h 00 : Accueil des participants

11 h 15 : Allocution des différentes associations

11 h 45 : Dépôt de fleurs

1 minute de silence à la mémoire des victimes du nucléaire

12 h 00 : Collation sur place

14 h 00 : **Conférence-débat sur différents aspects du nucléaire**

avec la participation de :

Philippe de Salle, Président de l'AMPNGN

« Aspects médicaux observés lors du dysfonctionnement nucléaire (civil et militaire) »

Henry Firket, Président d'honneur de l'AMPNGN

« La crise économique et le coût des armes nucléaires »

Georges Spriet, membre de VREDE

« La stratégie nucléaire de l'OTAN »

Michel Wautelet, Professeur de l'Université de Mons

« Cours de terrorisme nucléaire »

Modérateur : Claudine Pôlet (CSO)

Avec la collaboration de l'AMPNGN, CEAH, CNAPD, COLUPA, CSO, EUROPEFORPEACE, INTAL, MCP, MIR-IRG, UMONS, VREDE, VREDESACTIE.



Renseignements : 02 / 376 10 93

Editeur responsable : M. Piérart-Ré

ALERTE OTAN !

Bulletin trimestriel
du Comité de surveillance OTAN

Numéro 42 Avril - Mai - Juin 2011

EDITORIAL

Guerre pour la démocratie en Libye, état de la démocratie en Belgique...

Trois mois ont passé depuis ce jour fatidique où le parlement belge a voté à la quasi unanimité l'engagement de notre pays dans la guerre de l'Otan contre la Libye. Maintenant, certaines voix s'élèvent parmi les parlementaires pour émettre des doutes sur la poursuite de cette participation et sur les objectifs de celle-ci. Mais le parlement, en votant l'intervention de la Belgique, le 21 mars dernier, s'est délibérément privé de tout moyen d'avoir une quelconque influence sur la poursuite de la guerre. Le gouvernement belge en affaires courantes s'est fait fort de ce soutien pour poursuivre des objectifs qui étaient déjà clairs depuis des mois : le renversement du gouvernement de Kadhafi et la mise en place d'un nouveau "pouvoir". Il n'est pas vrai que l'intervention militaire otanienne a changé de nature, comme le disent aujourd'hui certains parlementaires. Ce qui est vrai, c'est que l'Otan n'a pas atteint son but après trois mois de bombar-

dements intenses et chaque jour plus meurtriers contre les populations civiles qu'on était censé protéger. Et cela oblige à ouvrir un peu les yeux.

L'engrenage de la guerre est en marche. Le gouvernement belge, toujours en affaires courantes, a prolongé de trois mois (et peut-être même "indéfiniment", comme vient de le proclamer le ministre De Crem) la participation belge aux frappes de l'Otan, et ne tardera pas à faire allégeance politique : la reconnaissance du Conseil National de Transition (les rebelles de Benghazi) comme "représentant légitime du peuple libyen" n'est pas loin. Déjà 13 pays membres de l'Otan ont franchi le pas.

Un seul missile coûte 350 000 euros, une bombe coûte entre 15.000 et 25.000 euros pièce. Les estimations minimales du ministère de la "défense" sont de près de 15 mil-

(Suite page 6)

Belgique - België
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024
P 301185

Prix de vente 1€

Editeur Responsable
M. Poznanski: rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles
Tél & fax : 02 511 63 10
www.csotan.org
info@csotan.org
Pour soutien:
Cpte n° 068-2447491-14

Sommaire

**La guerre contre la Libye
et le nouveau concept
stratégique de l'Otan**
Page 2

**La destruction humanitaire
de la Libye**
Page 3

La guerre n'est pas un jeu
Page 5

**Libye, Côte D'Ivoire :
Sarkozy jouant au néo-
conservateur ?**
Page 6

**Il y a 20 ans,
la Yougoslavie explosait**
Page 7

**Salut aux manifestations
anti-Otan en Serbie**
Page 7

**Ben Laden est mort,
vive la paix !**
Page 10

**Nucléaire civil et militaire :
Le cas de la Sardaigne**
Page 11

**Commémoration
Hiroshima Nagasaki**
Page 12

La guerre contre la Libye et le « nouveau concept stratégique » de l’Otan

Le Sommet de l’Otan de Lisbonne – novembre 2010 – s’est félicité de l’adoption de son Nouveau Concept Stratégique, considérant, dans sa Déclaration Finale, que celui-ci rend l’Alliance « apte à défendre ses pays membres contre toute la gamme des menaces, capable de gérer les crises les plus difficiles et mieux à même d’œuvrer avec d’autres pays et d’autres organisations pour promouvoir la stabilité internationale ».

La Déclaration finale du Sommet dit aussi que « *La stabilité et la fiabilité des approvisionnements énergétiques, la diversification des itinéraires d’acheminement, des fournisseurs et des ressources énergétiques et l’interconnexion des réseaux énergétiques demeurent d’une importance capitale... et nous intégrerons, s’il y a lieu, les considérations de sécurité énergétique dans les politiques et les activités de l’Otan* ».

« *La paix et la stabilité dans la région méditerranéenne sont essentielles pour la sécurité euro-atlantique. Nous entendons développer encore le Dialogue Méditerranéen, en accroissant ses dimensions politiques et pratique, afin de renforcer la confiance mutuelle et de relever ensemble les défis de sécurité communs dans cette région.* ».

L’agression militaire de l’Otan contre la Libye s’inscrit dans la mise en œuvre du Nouveau Concept Stratégique. Ce que le Sommet de l’Otan appelle la stabilité et la sécurité des approvisionnements énergétiques concerne plutôt la sécurité des intérêts des multinationales et la stabilité des politiques libérales qui dirigent nos pays. La Libye, l’Iran ou la Syrie, qui sont toujours dans le collimateur de l’Alliance, sont considérés comme des « menaces » car leurs gouvernements ont cherché et essaient de défendre une politique d’indépendance et souveraineté et veulent disposer des ressources énergétiques pour développer leur pays. L’Arabie saoudite, les autres pays du Golfe ne sont certes pas des « menaces », puisque leurs gouvernements laissent grand ouvertes les portes à l’Occident.

Les grandes luttes populaires de ces derniers mois ont déjà porté des coups importants aux gouvernements alliés de l’Otan dans la région au travers du « Dialogue Méditerranéen », dont l’Égypte, la Tunisie, le Maroc. Le principal allié, Israël, se trouve affaibli. Depuis les débuts des mobilisations dans plusieurs pays du Golfe et du Maghreb, l’Otan a augmenté ses actions de surveillance, et de mises en alerte tous azimuts. La Libye était une des cibles potentielles.

Début février, l’Otan crée un nouveau partenariat avec le Qatar, le Secrétaire Général Rasmussen y déclare « *nous pouvons faire beaucoup ensemble, en particulier en ce qui concerne la sécurité énergétique, qui est un défi pour nous tous* ». Quelques semaines plus tard, on voit le rôle charnière rempli par le Qatar pour instaurer le Conseil National de Ben Ghazi, pour servir de banquier, et de représentant politique du « monde arabe », et fournir sa part d’appui militaire à l’Otan dans ses bombardements criminels. Début mars, bien avant le vote de la Résolution 1973, l’Otan concentre son système aérien de surveillance AWACS pour contrôler le ciel libyen 24h sur 24 et préparer ainsi la « no fly zone ».

Le Nouveau Concept Stratégique relègue l’ONU au rang de simple partenaire. La Déclaration du Sommet de Lisbonne affirme « *sa volonté d’approfondir la coopération pratique et développer le dialogue politique sur des questions d’intérêt commun... notamment pour la gestion des crises dans lesquelles les deux organisations interviennent* ».

L’Otan s’arroge le droit de faire appliquer des résolutions de l’ONU. La Résolution 1973 du Conseil de Sécurité est kidnappée par l’Otan qui se déclare le meilleur prestataire de sécurité et le seule capable de garantir l’embargo sur les armes vers la Libye et d’assurer la protection des civils !

L’Otan dispose des bases militaires des pays membres, dans tout le pourtour de la Méditerranée. Elle procède régulièrement à des manœuvres navales et des entraînements dits de lutte anti-terroriste comme *l’Operation Active Endeavour*, et à des vols d’entraînement des F-16 et autres bombardiers à partir des aéroports grecs, italiens ou turcs.

Les principaux États qui poussaient à la guerre pour renverser le gouvernement de Kadhafi sont les États Unis, la France, la Grande Bretagne. Mais aucun d’eux ne pouvait se permettre d’agir pour son propre compte. Les autres pays membres de l’Otan, en particulier l’Italie, la Turquie et l’Allemagne après avoir manifesté beaucoup d’hésitations, se sont quand même tous ralliés à la grande croisade otanienne. La Belgique a fait du zèle et se trouve parmi les plus impliqués. Aujourd’hui, l’Otan est tout entière engagée. On dirait que cette guerre est un exercice de mise en pratique des capacités de l’Otan à lancer sur mer et dans les cieux, des engins de guerre les plus sophistiqués et à coordonner des forces armées de différents pays. Une sorte de laboratoire aussi sur sa capacité de détruire un pays, sans y envoyer de troupes au sol. Toutes sortes d’armes sont essayées. Dont très probablement des armes à uranium appauvri. On est loin de toutes les justifications morales, type droit de l’homme, défense de la démocratie, responsabilité de protéger les civils. La 3e guerre de l’Otan est envoyée et ce ne sera pas la dernière. C’est un engrenage infernal, et on ne pourra s’en libérer que par une politique de rupture avec l’OTAN !

Claudine Pôlet

Nucléaire civil et militaire : Le cas de la Sardaigne Le polygone de la mort

Compte-rendu d’une rencontre-débat à Bruxelles, organisée par plusieurs associations italiennes et le MCP, et l’ICBUW (association internationale pour l’interdiction des armes à uranium appauvri)

Après une introduction et présentation générale de cette initiative par les organisateurs, Mariella Cao a parlé de la situation en Sardaigne, précisément à Salto di Quirra, baptisé LE POLYgone DE LA MORT : on y relève depuis des années, les contaminations dues à l’utilisation d’armes à l’uranium appauvri et d’autres éléments radioactifs. Celles-ci ont de graves conséquences sur le territoire et l’environnement, sur les animaux et les personnes. Ce "polygone" est en fait un terrain de tests de bombardements où sont essayées des armes les plus sophistiquées et meurtrières. Ces tests provoquent une véritable hécatombe. On parle même du « *syndrome de Quirra* », que l’on peut comparer au « syndrome du Golfe », et au « syndrome des Balkans » qui ont suivi les interventions militaires des États-unis et de leurs alliés en Irak et en Yougoslavie.

En Sardaigne, il y a eu de nombreuses dénonciations, des rapports de médecins vétérinaires, des mouvements des populations, la mobilisation de plusieurs journaux et instances politiques et sociales. Celles-ci ont abouti à une intervention de la magistrature, qui a ouvert une enquête et décidé la mise sous séquestre de certains systèmes d’armement et de zones d’opérations sur terre et en mer. Des enquêtes épidémiologiques ont également eu lieu, des commissions d’enquête parlementaire ont obtenu des résultats importants, tels que le renversement de la preuve sur le Ministère de la Défense : c’est à lui à démontrer que l’utilisation de l’uranium appauvri ne serait pas dangereux, et pas l’inverse. Mais le point essentiel pour lequel la lutte se poursuit, est la reconnaissance totale des faits objectifs, tels que les morts, les maladies, les malformations, ainsi que l’affirmation du principe de prudence. La seule chose concrète et sérieuse à faire c’est un **moratoire sur les activités du Polygone, une étude sur les effets de tous ces tests, l’assainissement de toute la zone et le dédommagement des victimes**.

Ria Verjauw (ICBUW) a expliqué comment et où sont utilisées les armes à uranium appauvri et quels en sont les effets. Une campagne internationale est en cours pour interdire de telles armes. Un projet de résolution de l’ONU a été rejeté en 2010 par les États les plus actifs dans cette production et utilisation, les États-unis, la France, la Grande Bretagne, Israël. Il faut rappeler que la Belgique est le premier pays qui a expressément interdit, par une loi, toute activité liée aux armes à uranium appauvri. Il faut que cette campagne se poursuive et s’intensifie, avec la participation de toutes les instances politiques et sociales possibles pour faire pression sur les autorités compétentes, tant civiles que militaires.

Entre autres initiatives, il y aura en octobre prochain, une audition publique au Parlement Européen, du Comité Sécurité et Défense sur le rapport de la Commission Européenne à propos des armes à uranium appauvri. Il est possible d’obtenir une nouvelle résolution qui considère le cas de QUIRRA en Sardaigne comme emblématique des effets nocifs de ces armes.

« **Le syndrome de Quirra** ».

Au cours de la moitié des années 50, l’Italie, pour se refaire une virginité après les années mussoliniennes, a accepté l’installation sur son sol, de plusieurs bases militaires Usa. Il s’agissait, pour une grande part, de polygones servant à expérimenter de nouveaux armements, entreposer munitions et

carburants, et aussi à mettre en place et utiliser des systèmes radar à usage d’espionnage.

Aujourd’hui 60% de ces infrastructures se trouvent en Sardaigne. Compte tenu du faible taux de population de l’île (69 personnes par km), on peut comprendre que ces insulaires se sentent véritablement ‘colonisés’ par les armées, et victimes de toutes les nuisances qui s’en suivent. Trois grandes bases existent : Capofresco, Capoteulada et Salto di Quirra. Cette dernière est considérée comme le polygone de tir le plus important d’Europe.

A partir des années 90, l’Otan, ainsi que de nombreuses firmes d’armement, commencèrent à faire de la Sardaigne leur ‘champ d’expérimentation de bataille’ privilégié. Armes de tout genre, mais aussi de missiles y ont été expérimentés, dans de vastes étendues de terres entre la montagne et la mer... Plusieurs missiles, au dire de certains témoins, tombaient dans la mer sans faire l’objet d’aucune récupération de la part des ‘pollueurs’. Seuls les pêcheurs en trouvaient de temps à autre dans leurs filets.

Au début des années 2000, la leucémie tue, d’une façon foudroyante, deux militaires italiens : l’un, vétéran de la guerre en Bosnie, l’autre, employé au polygone de Capo Teulada. Les Sardes commencent à entendre parler de l’uranium appauvri et faire le lien avec ce qui se passe chez eux. Une presse attentive, des parlementaires au service de leur population et le comité *‘Gettiamo le Basi’* (contre la présence des bases militaires) se lancent dans des recherches et campagnes tous azimuts, créant des alliances avec les familles de victimes militaires et les syndicats de l’armée, qui demandent que toute la vérité se fasse sur la dangerosité de telles armes.

On commence à parler de « Syndrome de Quirra », grâce aussi à un courageux médecin qui, brisant la loi du silence des personnes travaillant dans la base et de certaines autorités locales, dénonce une inquiétante montée des cancers (Hodgkin, myélomes, leucémies) et met en garde la population contre le danger qui provient de la base de Quirra. Petit à petit, les langues se délient. Les vétérinaires ont dénoncé la naissance d’agneaux malformés, les familles des malades et décédés s’expriment publiquement, et des scientifiques effectuent des analyses pour leur compte...Enfin, une commission parlementaire a réussi à porter le débat au parlement italien sur le cas spécifique de Quirra, s’appuyant sur le fait que l’état Italien avait déjà été condamné à payer environ un million d’euros aux familles de soldats morts de cancer après leur retour de Bosnie.

En février 2011, un nouveau décès à Quirra (60 décès de cancer sur 150 habitants) a attiré l’attention du magistrat Monsieur Fiordalisi, procureur de la République. Il a ordonné une enquête approfondie. Trois mois plus tard, le procureur a déjà délivré des inculpations pour homicide intentionnel, faux de documents officiels, détention et usage d’armes de guerre, violation de l’environnement, faux en écriture... etc.

Et dire que, dans la Méditerranée, la Sardaigne était la région où les personnes âgées vivaient le plus longtemps !

Carla Goffi

Quelques références pour de plus amples informations : http://gramscibxl.tripod.com/comstampa_compresse_sardegna-nucleare.pdf <http://www.megachip.info/tematiche/benicomuni/5973-il-polygono-della-morte-salto-di-quirra.html> <http://www.bandepleteduranium.org>

Ben Laden est mort, vive la paix !

« *L'annonce de la mort, ce 2 mai 2011, de l'homme le plus recherché au monde a aussitôt provoqué une vague de joie aux États-Unis* ».

C'est le président Barack Obama qui a solennellement annoncé la mort « *d'un terroriste responsable du meurtre de milliers d'innocents* ». « *Justice est faite* », a-t-il lancé, à quelques mois du 10e anniversaire des pires attentats de l'histoire américaine. Le 2 mai 2011 … 17h41.

La mort d'Oussama Ben Laden est "un tournant" dans la lutte mondiale contre le terrorisme, selon le secrétaire général des Nations Unies, etc., etc.

« **Historique** » d' **Oussama Ben Laden**

Il serait né en 1957, au Yémen, dans une riche famille saoudienne détenant une fortune importante estimée à +/- 5 milliards \$. Après avoir fait des études commerciales et techniques à l'Université du Roi Abdulazis de Djeddah, Oussama Ben Laden aurait suivi l'école de Droit musulman (salafisme) comme la majorité des étudiants Saoudiens.

De 1979 à 1989, alors que le Shah d'Iran est renversé par une révolution qui place l'Ayatollah Khomeiny à la tête du pays, l'URSS envahit l'Afghanistan et parallèlement, l'islamisme commence à jouer un rôle politique et idéologique populaire au Moyen-Orient.

Des moudjahids, soutenus par l'Arabie Saoudite, s'engagent dans la guerre en Afghanistan avec officiellement l'aide de la CIA. Ben Laden, chargé par le prince saoudien Turki Al-Fayçal, organiserait une armée de combattants volontaires pour se battre en Afghanistan, le siège étant installé à la frontière pakistanaise, le prince cherchant paraît-il à créer une « internationale islamiste » au départ des Soviétiques. Ben Laden s'installerait donc à Peshawar d'où il coordonnerait les militants volontaires, assurerait leur formation militaire et idéologique. En 1989, son mentor et ami, le Palestinien Abdallah Youcef Azzam est assassiné. Ben Laden se retrouverait à la tête de l'organisation qui est à l'origine d'Al-Qaïda, Le djihadisme se développe mais Ben Laden serait associé au salafisme (Arabie Saoudite) alors que la majorité des moudjahids obéiraient à une idéologie tribale islamiste modérée. Le commandant Massoud, fondamentaliste pas du tout modéré, aurait refusé toute alliance avec Ben Laden qui se serait allié avec Gulbuddin Hekmatyar, chef fondamentaliste des rebelles afghans, soutenu par le Pakistan, et qui était le principal bénéficiaire des 3,3 milliards de dollars d'aide des USA (cf Chomsky), une somme soi-disant équivalente provenant de l'Arabie Saoudite. En février 1989, les Soviétiques annoncent leur retrait d'Afghanistan, l'Arabie Saoudite et les USA mettraient fin à leur aide financière et logistique, le but étant atteint : le départ des Soviétiques ! Mais c'est sans compter sur Ben Laden qui, après son retour triomphal en Arabie Saoudite, aurait proposé sa « milice » au roi Fadh. En effet, il aurait redouté une invasion irakienne. Ce dernier ouvre son territoire à l'armée américaine. Ben Laden lui en aurait voulu et se serait finalement allié avec des opposants wahhabites (Iran et Syrie). Ryad lui attribue un attentat au Pakistan et une tentative de détournement d'avion entre Karachi et Djeddah. En avril 1994, l'Arabie Saoudite décide de le priver de sa nationalité. Ben Laden s'installe au Soudan, à Khartoum de 1992 à 1996. Il y fait quelques affaires (construction de routes). De 1993 à 1996, Ben Laden aurait aidé des Bosniaques. Egalement il aurait perpétré une série d'attentats, au Yémen (contre des GI's), en France (GIA), une tentative d'assassinat contre H. Mubarak en Egypte. En 1996, Ben Laden aurait lancé un appel (djihad) à attaquer les intérêts américains partout dans le monde, devenant un ennemi recherché par les USA..... Il se réfugierait en Afghanistan, passé entre temps sous contrôle des Talibans..

Ensuite, la « communauté internationale » le recherche et les attentats du 11 septembre déclenchent sa mise à mort ! Tout

attentat dans le monde l'impliquerait..... et les recherches de la CIA auraient échoué jusqu' à ce 2 mai 2011, où il se fait abatre par un bataillon américain, dans son repère transformé en « bunker » jamais repéré au Pakistan, à Peshawar !¹

Une autre version de sa vie décrit qu'Oussama Ben Laden, dès 1973, aurait était agent de la CIA, par l'intermédiaire du prince Turki Al-Fayçal d'Arabie Saoudite, ancien responsable des services de renseignement saoudien et ancien ambassadeur aux Etats-Unis et qui était son protecteur. Mais déchu par l'état saoudien, quelques jours avant les attentats des tours jumelles de New York, le 11 septembre 2001².

Notons enfin que la mort de l'Ennemi n°1 Ben Laden avait déjà été annoncée en 2001, suite à un grave problème rénal. Il n'y a jamais eu de photos de sa mort, ni en 2001, ni en 2011. A-t-il vraiment existé ? N'est-ce pas un « leurre » tellement utile pour justifier des interventions armées de la « communauté internationale », des lois d'exception, etc.... ?

Sa succession est précisée depuis le 18.6: Ayman Al Zawahiri, le numéro 2 d'Al Qaïda s'est engagé à poursuivre, comme Oussama Ben Laden, la voie du djihad contre l'Occident, (déclaration de ce 9.6.2011). Mais, Al-Qaïdaexiste vraiment ? La BBC l'a remise en doute³....

Justice est faite ?

Si il y avait eu arrestation et jugement, « on » aurait pu parler de justice maisla réalité est différente : en fait, comme l'ont dit les Israéliens, habitués à ce genre d'opération, les Etats-Unis ont réussi « *une opération de liquidation ciblée par excellence* ». Celle-ci pouvait éventuellement se justifier au nom de la lutte contre le n°1 du terrorisme mais faut-il encore être certain que tout cela ait existé ! Juger une invention et la filmer, c'est difficile..... !

L'après Ben Laden qui n'a peut-être jamais existé

Puisque le très méchant dangereux et cruel terroriste invisible est mort dans son repère au Pakistan, Al Qaïda aurait aussi perdu son chef. Je m'abstiendrai de répéter les commentaires qui s'en sont suivis MAIS :

- Les armées secrètes de l'OTAN, partout dans le monde, elles, sont publiées⁴

- Le Pakistan continue, de fait, à ravitailler les forces armées de l'OTAN, forces impliquées dans la guerre d'Afghanistan. Les soviétiques partis en 1989, les forces de l'OTAN, à la demande du conseil de sécurité, s' y sont installées en 2002 pour lutter contre... les Talibans, alliés des USA (pendant la construction du gazoduc) et devenus ensuite des ennemis, d'autant plus qu'ils étaient alliés à Ben Laden (quelle belle opportunité), ennemi des USA à la tête de son hypothétique mouvement Al Qaïda vous suivez toujours ?

- Puisque l'invisible Oussama Ben Laden est mort, pourquoi les forces de l'OTAN restent-elles en Afghanistan ? Pour les Talibans (eux existent !), pour... la richesse du sous-sol... ?

- Pendant ce temps : la souveraineté du Pakistan continue à être bafouée en permanence, les civils paient au prix plein les erreurs des drones, de l'aviation etc..... C'en est au point que ce 30.5.2011, Hamid Karzai a lancé un dernier avertissement à Washington, après l'assassinat de 14 civils dont 10 enfants dans une frappe aérienne américaine.

Quelques chiffres : coût total de la guerre en Afghanistan à ce jour : 1700 milliards de dollars. (cf. bureau du Budget du Congrès américain).

OTAN hors de l'Afghanistan !!!!!

Francine Verstraeten

- tiré de Wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Oussama_ben_Laden
- http://membres.multimania.fr/wotraceafg/ben_laden_cia.htm
- http://www.voltairenet.org/Pour-la-BBC-Al-Qaïda-n-existe-pas
- www.french.moqawama.org/essaydetails.php?eid=3740&cid=284

La destruction humanitaire de la Libye

De la honte d'être pacifiste pendant une juste guerre

L'image est pour beaucoup tout à fait claire : la communauté internationale s'est émue à juste titre de la cruauté de Kadhafi bombardant son propre peuple. L'intervention occidentale a permis d'éviter un bain de sang à Benghazi. L'Otan agit pour le peuple libyen, mandatée par la Communauté Internationale dans une intervention humanitaire sanctifiée par une résolution des Nations Unies

Face à ce schéma, la réaction des groupes pacifistes et progressistes a été pour le moins embarrassée et ambiguë. Les pacifistes devaient absolument, avant tout autre débat et argument, démontrer qu'ils adhéraient tout à fait au schéma imposé, "*le fou sanguinaire Kadhafi massacre son propre peuple*". Les arguments pacifistes ont donc tourné autour des points qui n'avaient aucunes chances de perturber la bonne conscience des partisans de l'intervention *pour protéger la population libyenne d'un massacre*.

"*La guerre n'est pas une solution*" ? Oui, mais il y avait urgence : il fallait intervenir militairement, ou alors laisser se produire le massacre annoncé. "*Les bombardements de l'Otan risquent de toucher des innocents*" ? Peut-être, hélas, mais les Libyens qui sont en train d'être massacrés par des bombardements non chirurgicaux eux, ne sont-ils pas des innocents ? "*L'Occident agit là par intérêts économiques, c'est une guerre pour le pétrole*" Tant pis ou tant mieux, si des intérêts économiques douteux permettent d'éviter un bain de sang. "*Deux poids, deux mesures, on laisse massacrer ailleurs...*" Pour reprendre l'argument du Soir : "*aurait-on dû dire aux rebelles sur le point de se faire massacrer : désolé pour vous, on n'est pas intervenu au Bahrein ni à Gaza, donc on ne peut le faire pour vous ?*"

En bref ceux qui s'opposent à la guerre juste de l'Otan doivent *avoir honte* de proposer de laisser se produire un inéluctable massacre de la population.

Aucun groupe "pacifiste" organisé n'ose vraiment remettre en question cette image de base. Comme s'ils avaient complètement oublié, que *chaque guerre* des temps modernes a été présentée comme ayant de nobles objectifs, dans lesquelles les atrocités et massacres *de l'autre* jouaient un rôle essentiel. Hitler n'a jamais déclaré autre chose que vouloir protéger les minorités allemandes de Tchécoslovaquie puis de Pologne, qui étaient *massacrées* ou victimes d'abominables atrocités. Aux oubliettes, les couveuses de Koweït-City, en 1990, et la préparation psychologique de l'invasion de 2003 de l'Irak, martelée ici sur le thème de "*Saddam Hussein qui a massacré son propre peu-*

ple". La guerre du Kosovo était basée sur un plan de génocide imminent des Kosovars qui n'a de fait jamais existé, et l'opinion publique a été manipulée par des récits et des chiffres invérifiables (et invérifiés après coup).

Pourquoi donc cette guerre-ci ferait-elle exception à la règle ?

Manifestants civils

Il est très malaisé de savoir ce qui s'est passé exactement aux premiers jours de la révolte libyenne. Ce qui est tout à fait certain en revanche, et qui aurait dû au moins nous mettre sur nos gardes, c'est que nous avons été soudain soumis à un déluge d'"informations" particulièrement orientées, unilatérales, et parfaitement invérifiables.

En ce mois de février, tout le monde avait en tête l'image des protestations pacifiques, à Tunis et au Caire, des manifestants, obtenant apparemment par leur seule détermination la chute de Ben Ali et de Mubarak. Faire le parallèle mécanique avec ce qui survint alors en Libye était donc inévitable.

Mais pourtant et dès les premiers jours, il était clair qu'il ne s'agissait pas du même cas de figure. Ce n'était pas des *manifestants civils pacifiques* qu'on voyait, mais bien des personnes qui *avaient pris les armes*, des rebelles armés qui avaient pris le pouvoir *par les armes* dans plusieurs villes

On a maintenu assez longuement contre toute évidence la fable de "*manifestants civils désarmés*", alors même que la télé nous présentait des gens armés, de la kalachnikov aux batteries anti-aériennes. À mesure que la guerre avançait, on apprenait petit à petit qu'ils disposaient de chars (lorsque l'Otan en a bombardé par erreur une colonne), d'avions de chasse et d'hélicoptères de combat...

Il est légitime de penser que les rebelles libyens ont raison de se soulever contre leur gouvernement, et que leur cause est juste. On peut discuter sur cette base là. Il est par contre complètement malhonnête de présenter des rebelles armés comme *le peuple libyen*. Il y a là un trucage grossier, mais qui a parfaitement fonctionné

Par ailleurs, après près de trois mois de combat la rébellion malgré l'énorme arsenal de l'Otan à sa disposition, n'arrive pas à avancer : la réalité contredit directement l'histoire du clan Kadhafi juste soutenu par une poignée de mercenaires contre tout son peuple.

Kadhafi bombarde son propre peuple

Le gouvernement libyen (qu'il faut absolument qualifier de "*régime de Kadhafi*" pour ne pas être suspect, et tout le monde, à commencer par la gauche,

obéit à la règle), aurait donc *bombardé son propre peuple*. Il n'y a pourtant aucune évidence que des bombardements de populations civiles par les forces gouvernementales n'aient jamais eu lieu en Libye. "*Les informations - un temps diffusées - selon lesquelles des bombardements aériens auraient provoqué un carnage parmi des habitants n'ont pas, à ce jour, été vérifiées*", écrit Le Monde le 11 mars ; mais le même article évoque la possibilité que Kadhafi bombarde Benghazi au gaz moutarde ! Une fois qu'on est convaincu de la monstruosité de l'autre, plus aucune évidence n'est nécessaire.

Les demandes expresses d'enquête, faites par le gouvernement libyen même sont demeurées lettre morte. L'essentiel était d'avoir cette image imposée comme une certitude dans l'opinion publique occidentale. *Kadhafi a bombardé les manifestants avec son aviation* ! Après cela tout ce que pouvait dire ou faire le gouvernement libyen était d'office disqualifié – tout ce qu'il pouvait dire était devenu inaudible, voire même retourné contre lui.

Les rivières de sang

Un exemple symptomatique de ce retournement de sens, et qui a joué un rôle essentiel dans cette guerre, est la fameuse phrase d'un des fils de Kadhafi, selon laquelle il *menaçait son peuple de rivières de sang* s'il osait manifester contre son *Guide*. Cette phrase a été reprise et répétée ad nauseam, pour donner l'image parfaite d'une tyrannie démente.

« *L'action de la France se situe dans le strict respect de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies d'abord, et dans le cadre d'une mobilisation en faveur de la population libyenne persécutée par Kadhafi, dont le fils avait promis des rivières de sang à son peuple* », affirme le porte-parole de la diplomatie française. « *Les menaces proférées par le fils du président Kadhafi, de faire couler des rivières de sang' sont choquantes* », déclare la présidente de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme. Le secrétaire national du Parti Communiste français : « *Le fils de Kadhafi menace d'entraîner le pays dans la guerre civile avec le risque de rivières de sang. Ces déclarations sont consternantes* »

C'est un cas de manipulation particulièrement intéressant. Voici les propos exacts de Seif Al Islam : « *La Libye est à un carrefour. Soit nous nous entendons aujourd'hui sur des réformes, soit nous ne pleurerons pas 84 morts, mais des milliers et il y aura des rivières de sang dans toute la Libye* » : Autrement dit, en langage occidental bien civilisé, il ne dit

(Suite page 4)

(Suite de la page 3)

pas autre chose que ceci : *"Il faut tout faire pour éviter une guerre civile, qui provoquerait en Libye énormément de morts"*. C'est une phrase malheureusement tout à fait juste. Les *"rivières de sang"* sont celles qui coulent actuellement du fait de la guerre civile, et de la décision délibérée de saboter toute proposition de cessez-le feu et de négociations. La malhonnêteté patente de monter en épingle cette phrase devrait faire réfléchir toute personne qui croit en la nécessité morale de cette guerre.

Atrocités contre les civils

Le bain de sang a t'il été évité in extremis à Benghazi grâce à l'intervention occidentale, comme il nous a été martelé sur tous les tons ? Oui, sans le moindre doute, dès qu'on souscrit à l'image initiale d'un clan Kadhafi sanguinaire voulant massacrer son propre peuple. Si par contre on réalise que les rebelles sont en proportion certainement non négligeable composé de soldats de l'armée gouvernementale ayant fait défection, des questions surgissent immédiatement. Pourquoi donc les soldats *'de Kadhafi'* seraient composés d'impitoyables tueurs, violeurs, massacreurs, pendant que les soldats 'ex-de Kadhafi' qui pour l'une ou l'autre bonne ou moins bonne raison, sont passés sous l'autorité de l'ex ministre de la Justice, et de l'ex ministre de l'Intérieur du régime seraient soudain touchés par la grâce? Pourquoi ceux qui marchent dans le sillage des bombes de l'Otan vers le pouvoir sont-il d'office purs et bons ?

Comment se fait-il qu'on s'intéresse si peu au sort des pro-Kadhaffi dans les villes qui ont été "libérées" par la rébellion ? Aux tous premiers jours, un reportage télé de Benghazi nous présentait les corps de plusieurs soldats abattus, les mains liées derrière le dos. Le commentaire off disait *"ce sont des soldats qui ont refusé de tirer sur la foule, et qui ont été abattus pour cette raison par les officiers"*. Peut-être, et sans aucun doute d'ailleurs dès qu'on a bien ingéré l'histoire de base. Le commentaire, *"ce sont des soldats loyalistes exécutés par les rebelles"* aurait-il été à ce point invraisemblable ?

Les récits d'atrocités sont une composante essentielle et incontournable des guerres justes. Ce sont toujours les autres, du camp que l'on bombarde avec le droit avec nous, qui commettent d'épouvantables atrocités. Les autres, ceux que l'on soutient dans leur cause juste ne commettent jamais, assez mystérieusement il faut bien dire, la moindre atrocité. Ou alors ce sont des cas isolés, des *pommes pourries*, tels les quelques marines US qui ont été assez imbéciles pour prendre des photos de leurs exploits.

Le Mouvement pour la Paix arrivera t'il un jour à se débarrasser de cette hantise, d'oser ne pas condamner d'office avec l'ensemble de la meute ceux que l'on accuse d'atrocités ? L'expérience du passé, des récits d'atrocités inventées dans le but

précis d'émousser toute opposition à la guerre, ne sert donc à rien pour les militants de la paix ?

Penser que le conflit qui déchire aujourd'hui la Libye est un conflit entre les Bons et les Mauvais est une stupidité basique, quelle que soit l'opinion que l'on a sur les uns et les autres, et sur la justesse de leurs causes. Une guerre entraîne *nécessairement* son cortège d'horreurs et d'atrocités, commis de part et d'autre.

« *Il n'y a pas d'autre solution que la solution militaire car le langage du dictateur est celui de l'anéantissement et les gens qui parlent ce langage ne comprennent que ce langage* », déclare un porte-parole de la rébellion, au moment de rejeter la proposition de médiation et de cessez-le-feu de l'Union Africaine. Autrement dit, la seule option possible pour les rebelles, et pour l'Otan qui les soutient, c'est l'anéantissement de l'adversaire. Gageons que le sort à venir des "pro-Kadhaffi" ou étiquetés tels, est une histoire qui laissera l'Otan parfaitement indifférent, et ne passionnera guère les grands médias, à l'instar des massacres perpétrés par les troupes de Ouatara en Côte d'Ivoire .

Les représentants du peuple libyen

Les rebellions armées existent dans grand nombre de pays, de part le monde, et en Afrique en particulier. La question n'est pas ici de discuter de leurs raisons qu'on peut estimer être tout à fait justes, ou plus douteuses. On peut citer par exemple, le cas de l'Irak, où depuis l'invasion américaine et la mise en place d'un gouvernement "démocratique" au service de l'occupant, une importante résistance armée continue à combattre les forces armées de ce gouvernement que certains considèrent comme fantoche. On pourrait évoquer aussi l'Afghanistan....

Dans ces cas particuliers, les pays de l'Otan, loin de reconnaître la rébellion armée comme représentante du peuple, ou d'une partie du peuple, aident plutôt activement le gouvernement "légal" à écraser militairement.

En Libye, indéniablement, l'Otan est en train de soutenir une rébellion armée contre un gouvernement. Quel droit a l'Occident, du haut de sa glorieuse histoire coloniale, pour décider que tels ou tels sont effectivement les représentants légitimes du peuple libyen ? Le *peuple libyen* a appelé à l'aide nous affirme-t-on, l'Occident, que dis-je, la *"Communauté Internationale"*, pétrie de bonté et forte de siècles d'apport de sa générosité désintéressée l'ensemble de la planète, ne pouvait pas ignorer cet appel à l'aide. Bien. Le peuple libyen, on est tout à fait sûr que ce sont ces gens du Conseil National de Transition ? Les gens de Tripoli, de Syrte, de Brega,... bombardés jour et nuit par l'Otan, de qui l'on détruit les infrastructures, c'est pas le peuple libyen? Les centaines de milliers de gens qui s'enfuient effrayés des bombes et de l'avancée des rebelles, pas le 'bon' peuple libyen ? Les seuls représentants légitimes du peuple

libyen, ce sont ces personnes qui demandent à l'Occident de bombarder leur pays ?

Si le gouvernement libyen, pardon, *le régime de Kadhafi*, est bien le régime totalitaire, délirant, sanguinaire qu'on nous décrit, par quel miracle des personnages aussi impliqués dans le régime que devaient l'être l'ancien ministre de la Justice, ou celui de l'Intérieur, ou le représentant aux Nations Unies, pourraient-ils être devenus soudain des interlocuteurs tout à fait respectables, bien démocratiques, et dignes représentants locaux de *"nos valeurs"* ? La Justice, et l'Intérieur, sont pourtant les postes par excellence où devait s'exprimer le caractère brutal et répressif du régime.

«Motivés par de stricts impératifs humanitaires...»

Fallujah, Irak, octobre-novembre 2004 : après le lynchage quelques mois plus tôt de 4 mercenaires US de Blackwaters, Fallujah est pendant près de deux mois impitoyablement pilonnée, "nettoyée", à coup de bombes au phosphore et de naphalm notamment. « *L'ennemi a un visage, il s'appelle Satan. Il est à Fallujah. Et nous allons le détruire....*» déclare à cette occasion un responsable militaire US (et c'est Kadhafi qui est dérangé..). On parlera de 4 à 6000 civils tués. Le rapporteur spécial de l'ONU accuse les forces d'occupation de violation de la Convention de Genève en utilisant la faim et la privation d'eau comme arme de guerre contre la population civile.

En juillet dernier, une étude publiée dans *l'International Journal of Environmental Research and Health* a démontré à Fallujah une hausse de la surmortalité infantile et une augmentation spectaculaire des cas de cancers, (multiplication par 4, et par 12 pour les moins de 14 ans) et de déformation à la naissance, conséquences probables de l'utilisation d'uranium appauvri dans les munitions états-uniennes.

L'horreur de Fallujah n'est qu'un "épisode" parmi bien d'autres, en Afghanistan et en Irak. Mais aujourd'hui il nous faut croire que ces mêmes forces US viennent au secours du peuple libyen, motivées par de stricts impératifs humanitaires. Cela laisse rêveur.

Quel sera le sort à moyen terme de la Libye ? Si les opposants viennent au pouvoir, portés par l'Otan, on peut raisonnablement supposer qu'ils resteront redevables à leurs protecteurs, ce qui signifie *"libéralisation économique"*, et établissement de bases militaires US. Imaginer que la Lybie que projette la composition hétéroclite actuelle, formée en partie d'extradignitaires de Kadhaffi et de fondamentalistes du *Groupe de combat islamique* soit une "Lybie laïque, démocratique et progressiste" est faire preuve pour le moins d'une navrante crédulité. Les intellectuels et philosophes distingués qui militent pour

(Suite de la page 7)

Au cours des mois précédant la guerre, trois séries de négociations entre responsables politiques bosniaques avaient pourtant failli aboutir à un accord permettant de sauvegarder la paix entre les communautés, dans le cadre yougoslave d'abord, puis dans celui d'une entité indépendante mais décentralisée. A chaque fois, Alija Izetbegovic, membre musulman de la Présidence tripartite, avait refusé de ratifier un accord conclu ou était revenu sur sa signature. A chaque fois, il avait semblé agir sous l'influence de diplomates des États-Unis. Trois ans et demi et cent mille morts plus tard, l'accord de paix de Dayton entérinait une division du pays plus nette que celle envisagée avant la guerre. Mais, dans l'intervalle, l'OTAN avait pu faire étalage de sa force en Bosnie, et avait ainsi survécu à la Guerre froide. De plus, après avoir été pris de court par les sécessions croate et slovène, les États-Unis avaient montré que ni l'ONU, ni l'UE – qui, pendant la guerre, avaient multiplié les tentatives de médiation et de plans de paix – n'étaient capables de gérer les Balkans sans leur implication directe. Car c'est bien dans l'Ohio, à 8.000 km de Sarajevo, que se trouve la base de Dayton...

De même, la sanglante guerre qui opposa Croates et Musulmans en Herzégovine et en Bosnie centrale fut arrêtée par un accord signé à Washington le 1er mars 1994. L'Herceg Bosna, entité croate créée dans le sud du pays, était officiellement abolie et les deux parties étaient réunies dans une « Fédération ». A l'exception d'une guerre inter-musulmane – ignorée par les médias – dans le nord-ouest de la Bosnie, les forces théoriquement « fédérées » pouvaient concentrer leur énergie sur l'ennemi commun serbe. L'armée du général Mladic, après avoir connu une nette supériorité militaire initiale grâce à l'accaparement de la majorité des armements terrestres de la JNA (qui avait quitté la république dès le deuxième mois de guerre) dut faire faire face à un adversaire de mieux en mieux armé grâce à des livraisons massives en provenance de Turquie, d'Iran et de nombreux autres pays, et la complicité active des navires de l'OTAN qui appliquaient à leur manière l'embargo de l'ONU.

A une époque où nombreux considéraient l'OTAN comme une organisation obsolète appelée à connaître le même sort que son homologue basé à Varsovie, la guerre de Bosnie permit à l'organisation atlantique de se trouver un nouvel ennemi et une nouvelle raison d'être. Mandatée par l'ONU pour faire respecter une « no fly zone » au-dessus de la Bosnie, elle effectua la première action armée de son histoire le 28 février 1994 en abattant quatre avions de combat serbes. Ses interventions allèrent en crescendo jusqu'au bombardement massif d'objectifs militaires et civils en août et septembre 1995. Intervenant six semaines après le massacre, bien réel, de prisonniers musulmans capturés à Srebrenica et deux jours après un attentat au marché de Sarajevo, vraisemblablement monté par les autorités locales, ces trois semaines de bombardement de l'OTAN entraînèrent un retournement radical de la situation. Alors que Milosevic, président de Serbie, ordonnait à l'armée yougoslave de rester de marbre, comme un mois plus tôt en Croatie lors de l'opération « Tempête », les forces coalisées de la « Fédération » croato-musulmane et de Croatie s'emparaient d'un tiers du territoire de l'entité serbe, la Republika Srpska, proclamée en janvier 1992 et forgée à la faveur des combats.

A peu de choses près, l'accord de Dayton, avalisé par les présidents Tudjman et Milosevic, entérinait ce nouveau découpage territorial. Si les Musulmans devaient renoncer à Srebrenica et d'autres localités de l'est de la Bosnie, de vastes régions de l'ouest du pays, autrefois essentiellement peuplées de Serbes, passaient dans l'escarcelle de la « Fédération », comme la plupart des grandes villes, dont le caractère multiethnique semble s'être définitivement effacé.

Seize ans plus tard, la Bosnie-Herzégovine vit en paix et dans une relative sécurité, mais la majorité des déplacés et réfugiés ne sont pas rentrés chez eux. Les tensions qui étaient à l'origine de la guerre – centralisme des Musulmans majoritaires et tendances autonomistes des deux autres communautés – sont plus vives que jamais. Dans un Etat dirigé par un « Haut représentant », nommé par l'UE et doté de pouvoir quasi-dictatoriaux, la Republika Srpska a tendance à se rebiffer de plus en plus. Les Serbes critiquent en particulier une justice, aux mains des institutions centrales, qui n'a jamais jugé le moindre crime de guerre dont a été victime un des leurs. Un référendum, contestant ces institutions, a été convoqué, puis annulé de justesse sous la pression de l'UE, qui s'est peut-être souvenue que le référendum qu'elle avait exigé seize ans plus tôt avait plongé le pays dans la guerre. Les Croates, noyés dans une « Fédération » croato-musulmane où ils pèsent de moins en moins, se considèrent comme les grands perdants de Dayton. En effet, alors qu'ils ont connu, en proportion, la part la plus faible de victimes de guerre, près de la moitié de leur population a quitté le pays depuis, émigrant généralement en Croatie. Leur revendication d'une entité propre, à l'instar des Serbes qui – eux – ont pu se maintenir démographiquement, devient de plus bruyante, surtout depuis que les partis croates sont exclus du nouveau gouvernement de la « Fédération ».

En outre, Bosniaques de toutes ethnies sont accablés par de dures conditions de vie et un chômage massif, le plus élevé d'Europe, après le Kosovo. Si une armée unifiée a finalement été constituée à partir des trois factions qui s'étaient entretenues, aucune adhésion à l'OTAN n'est encore à l'horizon. Les Bosniaques connaissent pourtant bien l'OTAN, puisque des dizaines de milliers de soldats de l'organisation atlantique y ont remplacé les troupes de l'ONU dès la fin des combats et y sont restées jusque fin 2004. Leur a alors succédé une force de l'UE, Eufor Althea, actuellement réduite à 1.600 hommes. Néanmoins, l'OTAN a conservé, à Butmir, près de Sarajevo, un QG et quelque 200 militaires états-uniens, chargés de « conseiller » le gouvernement bosniaque en matière de défense et de traque de criminels de guerre. En outre, la même base abrite le QG d'Althea, qui paye d'ailleurs un loyer à ses hôtes de l'OTAN.

De même, la Bosnie-Herzégovine est le seul pays des Balkans (Kosovo excepté) pour lequel aucune adhésion à l'UE n'est encore envisagée. Les blocages institutionnels récurrents dans cette sorte de fédération hybride (deux entités, trois peuples constitutifs) retardent considérablement les sacro-saintes « réformes » exigées par Bruxelles et sont entretenus par un statut de protectorat qui n'ose dire son nom, mais qui favorise corruption, irresponsabilité et opportunisme politique. Comme en Belgique, aucun gouvernement central n'a pu être constitué après les dernières élections législatives, tenues là-bas le 3 octobre 2010.

Si l'UE justifie le maintien du poste de « Haut représentant » par les tensions entre communautés bosniaques, un protectorat n'est cependant pas synonyme de paix et stabilité. Le « Haut représentant », actuellement un citoyen autrichien, Valentin Inzko, devrait se rappeler que le précédent protectorat imposé à la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie s'est achevé par la Première Guerre mondiale et le démantèlement de l'empire de Vienne...

Georges Berghezan

Par manque de place, nous publierons dans la prochaine édition d'AO la suite de cet article, qui sera consacrée au sud de l'ex-Yougoslavie : Macédoine, Monténégro et Serbie (y compris Kosovo).

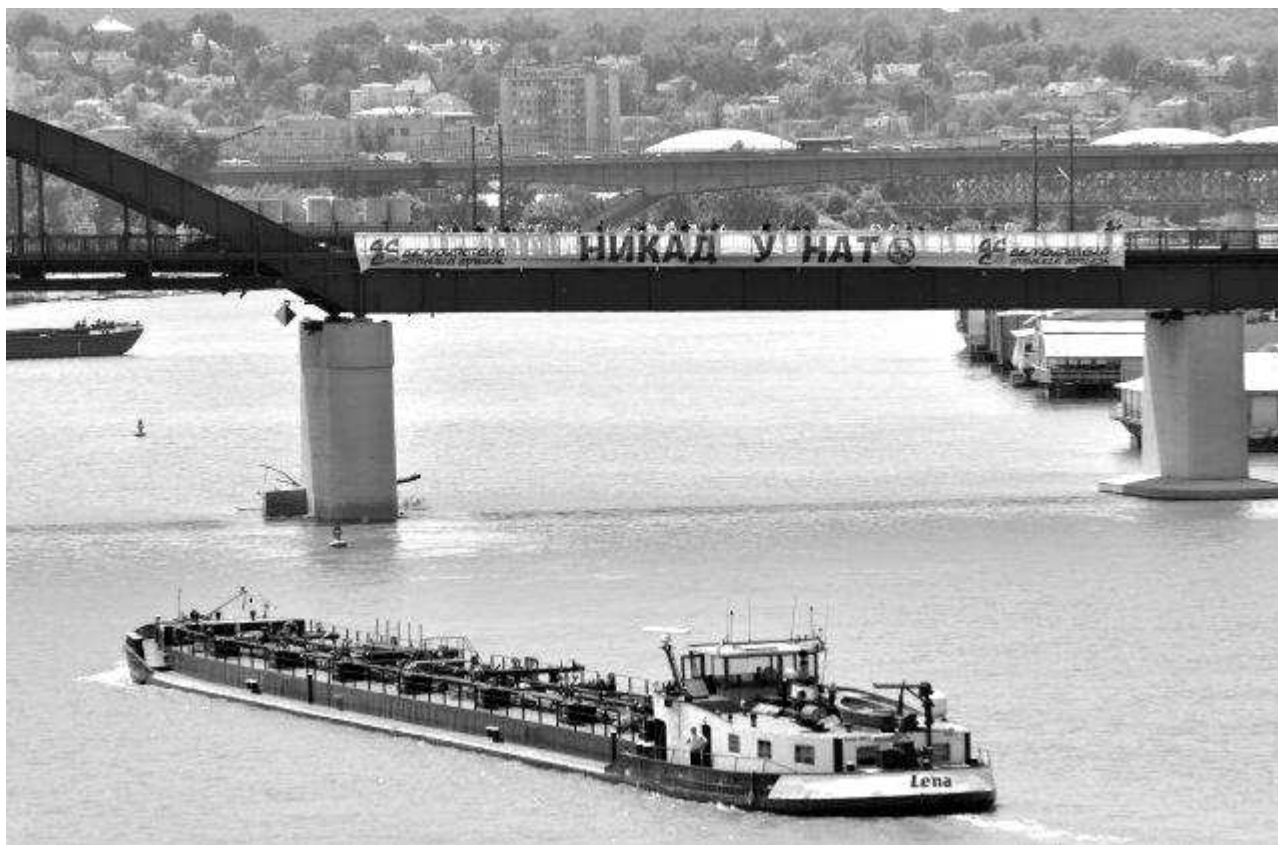
(Suite page 5)

SALUT AUX MANIFESTATIONS ANTI-OTAN EN SERBIE

Le CSO se réjouit des manifestations contre l'OTAN qui se déroulent actuellement à Belgrade et salue chaleureusement chacun de leurs participants.

Le CSO soutient la volonté de la population serbe, massivement opposée à une adhésion à une organisation qui l'a bombardée, tuant plus de 2.000 civils. Contrairement à la plupart des crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie, les crimes de l'OTAN demeurent totalement impunis. Pourtant, plus personne ne nie maintenant que le but de cette opération était, non d'empêcher une « catastrophe humanitaire », mais, notamment, d'arracher par la force à la Serbie sa province du Kosovo.

Il est clair que l'objectif de la conférence organisée par l'OTAN à Belgrade les 13 et 14 juin est d'insidieusement favoriser un rapprochement entre la Serbie et l'organisation atlantique. Il est regrettable que le gouvernement serbe participe à un tel effort, en violation de la politique de neutralité militaire officiellement en vigueur.



Banderole sur le pont sur la Save à Belgrade : « JAMAIS DANS L'OTAN »

Ont collaboré à ce numéro :

Georges Berghezan, Vladimir Caller,
Carla Goffi, Roland Marounek,
Claudine Pôlet, Marcel Poznanski,
Francine Verstraeten

Mailing list ALERTE OTAN

Le Comité Surveillance Otan anime également une liste d'information par e-mail, où sont publiés régulièrement infos et commentaires au sujet de la politique de guerre de l'Otan. Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un e-mail vide à l'adresse alerte_otan-subscribe@yahogroupes.fr

**ALERTE OTAN ne vit que par la volonté de ses sympathisants.
Nous comptons toujours sur votre soutien financier, aussi minime soit-il.
Ci-joint un bulletin de versement. Merci déjà de votre sympathie.**

Compte en banque 068-2447491-14 de csotan, 1050 Bruxelles

Nous remercions tous nos sympathisants qui font vivre cette organisation grâce à leur contribution

(Suite de la page 4)

les bombes de l'Otan font s'ils y croient, un sinistre pari, sur le sang des Libyens

Un autre scénario possible, est que la no-fly zone et les sanctions soient indéfiniment reconduits, exactement comme pour l'Irak après 1991, avec bombardements 'de routine' quotidiens, "pour protéger les civils". Un embargo sévère sera le complément indispensable de cette généreuse protection des populations civiles par l'Otan. On a déjà pu avoir un avant-goût de sa justification lorsque les forces de l'Otan ont arraisonné un pétrolier et l'ont empêché de livrer sa cargaison à Tripoli : « Les forces navales [de l'Otan] peuvent intercepter les navires entrant ou quittant les ports libyens si elles disposent d'informations fiables donnant à penser que le navire ou sa cargaison servira à attaquer ou à menacer des civils, directement ou indirectement »

Dans l'un et l'autre cas, l'Irak actuel donne une idée assez précise de l'avenir de la Libye.

L'Irak a basculé en quelques années d'un rang de pays développé, comme la Libye aujourd'hui, à une position extrême de sous-développement. Les infrastructures sociales se sont effondrées. Avant 1990, le système d'éducation irakien et le système de soin de santé étaient les plus avancés de la région du Proche-Orient. En 2006 le taux officiel d'alphabétisation

était tombé à 40%, 24% pour les femmes. Les systèmes de santé, et de services sociaux ont été détruits. Les Irakiens doivent se débattre contre le chômage, la pauvreté, l'insécurité. En 2002, avant l'invasion, l'OMS estimait à plus d'un million et demi le nombre d'enfants morts des suites de l'embargo.

« 23 % de la population vit toujours avec moins de 2,2 dollars par jour, une des causes principales de malnutrition généralisée chez les enfants et les femmes. La malnutrition est élevée avec un enfant sur trois de moins de cinq ans atteint de retard de croissance modéré ou sévère (...). Les violences continues ont détruit les institutions et les dispositifs de protection physique, sociale et juridique dans la plus grande partie du pays. La perte dans le conflit de dizaine de milliers de parents et de personnes s'occupant d'enfants a rendu les enfants encore plus exposés au harcèlement, à l'exploitation et aux mauvais traitements. » Unicef, avril 2010

Ce ne seront pas dans quelques années les morts des massacres par Kadhafi qui seront à déplorer.

Drapés dans leur bonne conscience humanitaire, les hérauts du droit d'ingérence ne réalisent pas que les conséquences seront infiniment plus désastreuses que le mal qu'ils prétendaient combattre

Quel devrait être le rôle des organisations pacifistes ?

Nous retrouvons avec cette guerre tous les aspects magistralement décrits par Anne Morelli dans son livre "Principes élémentaires de propagande de guerre".

L'expérience des guerres est longue, il n'y a pas là de place pour l'angélisme. Il n'y a aucun raison objective que l'Otan soit une œuvre caritative, et que le jeu des USA et des anciennes puissances coloniales soit plus humanitaire que lors des siècles passés.

Il ne s'agit pas pour les militants pacifistes de prouver leur propre bonne volonté pacifiste. Crier "Non à la guerre, paix, démocratie!" ne sert pas à grand-chose, si on est par ailleurs aveugle face aux mécanismes d'acceptation mentale de la guerre.

Les organisations progressistes et mouvements de paix, si elles se veulent vraiment avoir un sens et un rôle utile contre la guerre, devraient être particulièrement conscientes du fait que la désinformation est une arme de guerre, plutôt que baisser honteusement la tête à la première attaque coordonnée de la propagande, et servir, malgré soi, de complément humaniste à la campagne guerrière.

Roland Marounek

1. Editions Labor, 2001

La guerre n'est pas un jeu

Le hasard m'a fait revoir une photo de la grand place de Wavre détruite par les bombardements en l'an 1944 ; je me suis remémoré ma présence dans les bombardements de Louvain (Leuven), blotti dans les caves, entendant les explosions assourdissantes, les tremblements du bâtiment, la peur des adultes transmise aux enfants qui pleurent, qui hurlent, les odeurs d'urine, de vomis. Depuis lors, j'ai toujours une crainte quand un bruit d'explosion surgit, un feu d'artifice, un éclair frappant le sol.

La Libye et surtout Tripoli subissent des bombardements. Au départ, c'était contre les cibles militaires avec « des dégâts collatéraux ». Après 3 mois, il ne reste à bombarder que « les dégâts collatéraux ». La population terrorisée, terrée dans les abris, n'ayant pas eu le temps d'accumuler des vivres, vit l'enfer. Et dire que certains mouvements de la paix se prononcent pour la GUERRE, comme si c'était un jeu vidéo. Précédemment, ils préféraient le terme « intervention humanitaire de l'OTAN », c'est plus joli.

Comment peuvent-ils condamner l'intervention de l'OTAN et de la Belgique en Afghanistan, en rappelant la souffrance de ce peuple sous les bombardements, ce peuple qui doit chaque semaine enterrer des dizaines de corps humains morts sous les bombes lâchées par les gentils avions de l'OTAN, et en même temps, soutenir la guerre en Libye ! Ce sont les mêmes avions bombardiers de l'Otan qui viennent apporter le bonheur au peuple libyen.

Les mensonges de nos médias se suivent et se ressemblent. ; Dans le passé, on disait : « jamais Hitler n'a attaqué la Pologne, c'était une invasion polonaise qui a obligé l'Allemagne à envahir la Pologne ». Le dernier média-mensonge en date : la démission de l'ambassadrice de Syrie en France, répercuté sur toutes les ondes radios et TV, suivi d'un démenti, le mal était fait. Il y a le cas de la fameuse "Lesbiennne de Damas", qui décrivait de manière poignante la répression "vue à Damas", et qui fit croire à son enlèvement : c'était un étudiant américain vivant en Écosse. Cette information a circulé à travers les médias, avant l'annonce que c'est faux ! Elle servait à diaboliser et à discréditer le pouvoir syrien et ses forces de l'ordre.

Nous ne savons pas ce qui se passe en Syrie, mais en droit belge, les mensonges disqualifient toutes les autres informations. La condamnation de la Libye à l'ONU est due à la supposée intention de M. Kadafhi de massacrer le peuple. La réalité est tout autre : les insurgés pratiquent le massacre des pro-Kadafhi, des travailleurs noirs, les médias évitent d'en informer le public.

La plupart des médias ne s'informent que dans les bureaux liés à l'OTAN, nous essayons dans la mesure de nos moyens de donner une vision d'une autre réalité.

Marcel Poznanski

Libye, Côte D’Ivoire : Sarkozy jouant au néo-conservateur ?

Les arbres, encore une fois, servent à cacher des forêts. La diabolisation médiatique de l'adversaire a, à nouveau, permis de dissimuler les intérêts économiques et géopolitiques qui muent les agresseurs.

Nombreux par exemple sont ceux qui ne remettent pas un instant en question le "fait" que Kadhafi a bombardé sa population ; je ne mentionnerai que l'article de Natalie Nougayrède dans Le Monde du 11.03, disant que *« les carnages provoqués par des bombardements aériens n'ont pas, à ce jour, été vérifiés »* et les informations des services de renseignement russes selon lesquels aucun bombardement de populations civiles par l'aviation de Kadhafi n'avait pu être vérifié. Comment par ailleurs expliquer que, dans un monde où le plus petit coin d'une ruelle est sous l'œil des satellites, les services occidentaux, toujours si prêts à susciter nos compassions par une profusion d'images n'en ont produit aucune montrant ces méchants bombardements kadhafistes contre des populations civiles ?

Quant aux motivations humanitaires, toujours aussi compassionnelles, comment ne pas être ébranlé par la révélation du même quotidien français lorsque sa correspondante, Nathalie Guibert nous informe que *« les forces interventionnistes ne touchent pas la marine libyenne parce qu'elle sera utile pour faire barrage aux immigrés dans le ‘post-Kadhafi’ »* ? (Le Monde, 31.03). Pour ce qui est des opposants désarmés, le doute s'impose lorsqu'on apprend que le 18 mars, un avion de chasse abattu à Benghazi et que l'on croyait du dictateur appartenait en réalité aux insurgés. Et que des média si peu suspects de kadhafisme comme The Telegraph, The Wall Street Journal ou la BBC informaient, des semaines avant la décision du Conseil de sécurité des Nations Unies, que des commandos armés occidentaux se trouvaient déjà en territoire libyen. Plus près de nous, le 'Canard Enchaîné', dans un article titré *« Fourmitures gratuites aux insurgés libyens »*, informait le 9 mars, (soit 9 jours avant la résolution du Conseil de Sécurité autorisant l'usage de la force) que des opérations militaires franco-anglo-américaines se déroulaient déjà sur le terrain. Ce journal récidive trois jours plus tard, en nous apprenant que la DGSE — le service de renseignement et d'action extérieur français — *« aurait livré discrètement à Benghazi, dès la mi-mars, quelques canons de 105 mm et des batteries antiaériennes mobiles »*.

Comme si toute cette démonstration d'aventurisme de tout genre était insuffisante, voilà que le couple Sarkozy - Ban-ki Moon se lance dans une opération encore plus douteuse dans le contexte des élections en Côte d'Ivoire. Avec un empressement digne des meilleures causes, le second ordonne à son représentant sur place de valider l'élection du candidat Ouattara, ami personnel du premier. C'est ainsi que, dûment entouré par les ambassadeurs de France et des Etats-Unis, ce fonctionnaire décide que Ouattara est le vainqueur malgré de très lourdes et sérieuses contestations. Le Français Alberto Bourgi, professeur du droit public et africaniste reconnu, s'étonnait à la radio française ce vendredi 01.04 de cette curieuse célérité.

Encore une fois, ce n'est pas le droit humanitaire ni le sacro-saint principe du respect des urnes qui tirent les ficelles de la gestion du dossier ivoirien. Il se fait que le Président Gbagbo avait osé envisager de ne pas limiter aux seuls capitaux occidentaux les perspectives d'investissement dans son pays, mais de les ouvrir aussi aux Chinois et aux Indiens. Pire encore, il avait des plans pour faire de la commercialisation du cacao, jusqu'alors dans les mains d'une grosse multinationale, un service public contrôlé par l'État, avec la participation des petits producteurs organisés en coopératives. Projets fort gênants parce qu'il se fait qu'un des patrons de cette multinationale, la 'Armajaro Trading Inc', Loïc Folleroux, est le beau-fils de Ouattara, lequel, en spéculateur habile, venait d'acheter, un mois avant les élections, 240.000 tonnes de cacao en anticipant une envolée de son cours. Suprême irrévérence, le président Gbagbo se proposait de constituer un système financier essentiellement axé sur une banque publique contrôlée par l'État. Projet quelque peu détonnant si l'on considère que son rival Ouattara était l'ancien patron du département Afrique du FMI.

Triste scénario de bien douteuse morale. L'Occident se prépare ainsi, au nom des valeurs humanitaires et de liberté qui sont « les siennes », à sacrer le candidat Ouattara dont la Croix Rouge est occupée à découvrir d'importants charniers semés par ses troupes dans sa route vers Abidjan. Monsieur Sarkozy joue à l'apprenti sorcier en Côte d'Ivoire, deuxième acte d'une partition qui, après la Libye, viserait l'Iran. Délocalisation aidant, les néo-conservateurs ont déménagé vers l'Élysée. Tout en cherchant à assurer la réélection du patron, seront-ils en train d'explorer les traits d'une folle sortie de crise ?

Vladimir Caller

(Suite de l'édito de la page 1)

lions d'euros pour 3 mois, cela alors que les menaces d'économies dans les budgets sociaux se font de plus en plus pressantes.

Quand des partis se disant partisans d'un idéal progressiste, rejettent toute solution diplomatique et politique et s'engagent dans une guerre comme celle contre la Libye, ils enterrent eux-mêmes la démocratie dont ils se revendiquent. Certains avaient ces derniers mois pris des positions certes tardives, mais remarquables contre l'engagement de la Belgique dans la guerre d'Afghanistan, dénonçant l'hypocrisie des motifs humanitaro-sécuritaires officiels, et réclamant explicitement le rapatriement des bombardiers belges. Mais ce sont les mêmes qui ont signé des deux mains l'entrée de la Belgique dans cette guerre, qui a tout d'un borbier annoncé. Faudra t'il attendre dix autres années pour qu'ils réalisent qu'ils se sont laissés duper encore une fois par le miroitement humanitaire de l'«intervention» ?

Notre pays est l'un des pays les plus lourdement engagés dans cette guerre. Outre un navire de guerre croisant au large de la Libye, six chasseurs-bombardiers F-16 participent aux bombardements et ils ont déjà largué plus d'une centaine de bombes. Après 3 mois de bombardements quotidiens, c'est ici un silence radio quasi-total sur cette guerre où est impliquée à ce point la Belgique. Notre empêtrement militaire a été couvert par des monceaux d'infos médiatiques et divertissantes, mariage princier, béatification d'un pape, nième mort de Ben Laden - le jour même où l'Otan ciblait un fils et 3 petits-enfants de Kadhafi. Manifestement la population doit être tenue à l'écart de sujets aussi futiles que la guerre menée par notre propre pays. Curieuse conception de la démocratie, qu'on prétend aller exporter là-bas à coup de bombes.

Il y a 20 ans, la Yougoslavie explosait

Vingt ans après le début des guerres yougoslaves, où en sont les États issus de l'ancienne fédération socialiste, notamment au niveau de ce qu'il est convenu d'appeler leur « intégration euro-atlantique » ?

Le 25 juin 1991, la Slovénie et la Croatie proclamaient unilatéralement leur indépendance, provoquant une riposte de l'Armée populaire yougoslave (JNA) qui tentait, dès le lendemain, de reprendre le contrôle des frontières extérieures de la fédération. Côté tant slovène que croate, des unités de défense territoriale et de police, ainsi que des milices acquises aux gouvernements nationalistes de ces deux républiques, ouvraient le feu sur les soldats de la JNA.

En Slovénie, la guerre s'acheva rapidement, le 7 juillet, par la signature de l'accord de Brioni, par lequel Belgrade renonçait de facto à exercer tout contrôle sur l'entité la plus septentrionale de la fédération. Le conflit a coûté la vie à une centaine de personnes, surtout des soldats yougoslaves, sommairement exécutés après leur reddition ou brûlés vifs dans leurs tanks.

Ensuite, la Slovénie, république la plus prospère de Yougoslavie, s'est tournée vers l'Occident, adoptant les réformes de marché prescrites, et a adhéré à l'OTAN en 2004 et à l'Union européenne (UE) en 2007. Dotée d'une population ethniquement slovène à plus de 90 %, elle n'a pas connu les troubles qui ont ravagé les autres républiques ex-yougoslaves, bien que plusieurs dizaines de milliers de citoyens qui en étaient originaires aient été expulsés ou « effacés » des registres, privés de papiers, et donc de travail, de pension, d'enseignement… Pas plus que dans les États baltes, où des centaines de milliers de russophones ont connu, ou connaissent, un semblable « effacement », la plupart des associations de défense des droits de l'homme ne se sont guère émues de cette situation qui n'a été que partiellement réglée suite à de discrètes pressions de l'UE.

En Croatie, les événements prirent un tour bien différent. En cause, essentiellement la présence d'une minorité serbe consistante (environ 12 % de la population), vivant surtout dans les confins ruraux de la république (Krajina, Slavonie…). Tentant au départ de jouer à l'arbitre dans les escarmouches entre milices croates et serbes, la JNA – désertée par ses éléments slovènes et croates – prit progressivement le parti d'une population serbe, inquiète de sa radiation dans la nouvelle constitution croate (l'ancienne faisait des Serbes de Croatie et des Croates les deux « peuples constitutifs » de la république) et de l'adoption par Zagreb de symboles (monnaie, drapeau…) datant de l'ère oustachie. La violence culmina avec le siège, puis la prise, de la ville de Vukovar par la JNA et les milices serbes. On apprendra plus tard que la ville, à la frontière avec la Serbie, avait été sciemment abandonnée par le Président Tudjman, désireux d'en faire un symbole de la « barbarie serbo-bolchévique ».

Après un cessez-le-feu et la reconnaissance de l'indépendance des deux républiques sécessionnistes par l'Allemagne et le Vatican, puis par les autres Etats de ce qui était encore la Communauté économique européenne, une force des Nations Unies s'interposa entre les lignes serbes et croates à partir du printemps 1992. Entérinant ainsi la sécession croate, Belgrade créait, en avril 1992, une nouvelle fédération n'englobant plus que la Serbie et le Monténégro et retirait son armée de Croatie, puis de Bosnie-Herzégovine. Le front fut gelé pendant quelques années, avec un quart du territoire sous contrôle serbe, jusqu'à ce que la Croatie acquière d'abondants armements et de précieux soutiens militaires, en dépit d'un embargo sur les armes imposé à toute l'ex-Yougoslavie par l'ONU dès septembre 1991. C'est ainsi que, en plus d'une bonne partie de l'arsenal de l'ex-RDA,

livrée gracieusement par le puissant allié allemand, Zagreb se tourna vers la Pentagone qui y déploya la *Military Professional Resources Inc.* (MPRI), une firme officiellement privée employant de hauts officiers U.S. à la retraite. Avec l'aide de la CIA, elle planifia les deux « blitzkrieg » de mai et d'août 1995, qui balayèrent les principaux bastions serbes et provoquèrent l'exode de plus d'un quart de million de personnes vers la Serbie et la Bosnie. Avec les victimes de ces opérations et l'assassinat de plus d'un millier de vieillards et de handicapés serbes n'ayant pu ou voulu prendre la fuite, on évalue entre dix et quinze mille le nombre total de morts causé par la guerre en Croatie.

Le pays ne s'est pas remis de ce nettoyage ethnique massif puisque, actuellement, la population serbe n'y dépasse guère les 3 %. Celle-ci a dû se sentir quelque peu réconfortée par la première condamnation de responsables de l'opération « Tempête » d'août 1995, en l'occurrence les généraux Gotovina et Markac, condamnés respectivement à 24 et 18 ans de prison par le Tribunal de La Haye (TPIY) en avril 2011. Peu de choses, sans doute, par rapport aux millénaires de prison que devront purger plusieurs dizaines de responsables et d'exécutants du massacre de Srebrenica, condamnés par le même Tribunal, ainsi que par des cours de Bosnie-Herzégovine, de Serbie et d'autres pays. Est-il utile de préciser que la complicité des Etats-Unis dans le nettoyage de la Krajina a été soigneusement mise sous le tapis par le TPIY, après que Gotovina ait été convaincu qu'il ne serait pas opportun de l'invoquer pour sa défense ? Mais il n'est pas impossible que le général, déçu par la lourdeur de sa sentence, change de tactique durant la procédure d'appel qui devrait bientôt s'enclencher.

Quoi qu'il en soit, après une période de transition durant laquelle dut s'effacer le dernier fief serbe en Slavonie orientale, la Croatie a récupéré l'intégralité de son territoire en 1998. Sur le plan économique, les biens publics ont été sauvagement privatisés, et souvent accaparés par le clan Tudjman, condition pour qu'elle acquière le statut de « candidat » à l'UE en 2004. Bloquée par la Slovénie pendant quelques années à cause d'une dispute sur le tracé de leurs frontières communes, son adhésion au club européen vient d'être programmée pour 2013 par la Commission, en dépit d'une population devenue particulièrement « eurosceptique » et qui devrait se prononcer par référendum. Entre-temps, la Croatie a été un deux bénéficiaires, avec l'Albanie, du dernier élargissement de l'OTAN en 2009.

La guerre éclata au début avril 1992 en **Bosnie-Herzégovine**. La dernière étincelle à enflammer la poudre fut le référendum sur l'indépendance, tenu un mois avant la guerre sous la pression de l'UE. Dans une république où toutes les décisions avaient toujours été prises avec l'assentiment consensuel des responsables de ses trois communautés constitutives – Serbes, Croates et Musulmans¹ –, la polarisation ethnique atteignit son paroxysme lorsque la population fut sommée de déclarer si elle souhaitait ou non se détacher d'une Yougoslavie en pleine décomposition. Au-delà des clivages politiques apparus dans une région qui venait d'accéder au multipartisme, Musulmans et Croates optèrent pour l'indépendance, tandis que les Serbes boycottèrent le scrutin. *(Suite page 9)*

^[1] Ainsi se désignaient les Slaves de rite musulman et d'expression serbo-croate de Yougoslavie. Durant la guerre, le parti majoritaire (SDA) décida de rebaptiser sa communauté du nom de « Bosnjaci », traduit en français par « Bosniaques ». En français, cependant, ce terme désigne également les habitants de toute la Bosnie-Herzégovine, indépendamment de leur origine ethnique ou religieuse. Le double sens de ce mot fut à la base de nombreuses confusions et entretint une vision biaisée du conflit.